

**NOTES SUR LE 2^E CONGRES DES MUJAHIDINS D'INDONESIE
(SOLO, 10-12 AOUT 2003):
DILEMME ENTRE DEMOCRATIE ET VIOLENCE**

Andrée Feillard
CNRS

Introduction : *Ceci est un compte-rendu des discours, des débats et des entretiens pris en notes par l'auteur lors du second congrès des Mujahidins d'Indonésie en août 2003. Le congrès présente un intérêt certain, au-delà de la question proprement indonésienne, car il donne un aperçu de la vision géo-politique et des questionnements des Mujahidins, qui dépassent largement les frontières de l'archipel. Le congrès s'est tenu une semaine après l'attentat de l'hôtel Marriott (12 morts), un an après ceux de Bali (202 morts), attentats dont certains des auteurs se sont avérés être des anciens combattants de la guerre en Afghanistan, et d'anciens élèves de l'école coranique de Ngruki tenue par Abu Bakar Ba'asyir. Ce dernier est le chef des Mujahidins indonésiens depuis leur premier congrès tenu en l'an 2000. Ba'asyir ne put assister à ce congrès, car il était à ce moment en détention à Jakarta, en attente de son jugement. Il sera condamné le 2 septembre 2003 à quatre ans de prison, une peine réduite à trois années en décembre 2003. Il n'a pas été reconnu coupable de liens avec la Jemaah Islamiyah, dont il a longtemps démenti l'existence. Ses déclarations se sont révélées être en contradiction avec le rapport du très sérieux International Crisis Group (ICG) (www.crisisweb.org) qui a mis en évidence l'existence de l'organisation et ses liens avec l'Afghanistan.*

Ce dimanche 10 août, neuf heures du matin, le stade Manaan de Solo a quelque chose de bon enfant : on y vient en famille, on flâne, on achète des jouets, des friandises. Tout près de ces Solonais endimanchés, l'entrée du stade est gardée par des Mujahidins, dont certains portent un chèche enroulé autour du visage, ne laissant voir que leurs yeux. Le 2^e congrès des Mujahidins d'Indonésie va commencer. Chose étrange dans cette petite ville bien javanaise, dont la douceur est chantée dans l'air si populaire de *Bengawan Solo*, ces Mujahidins ont l'air de ne choquer personne. Ce sont des « étrangers » à la ville, vous dit-on,

« ils viennent de loin, de Java-Est ». Java-Est ? Certes, Abu Bakar Ba'asyir est originaire de Jombang, Java-Est, et c'est lui le chef des Mujahidins, même si son école coranique est à la porte de Solo. Plusieurs jeunes gens dans la rue font remarquer avec fierté que Solo a donné la majorité des voix au parti séculariste de Megawati, la fille de l'ancien Président Soekarno, en juin 1999.

Pour accéder à la réunion du *tabligh akbar*, grand sermon d'ouverture du congrès ouvert au public, on doit traverser, non sans hésitation, une sorte d'allée d'honneurs de Mujahidins. Peu de sourires chez ceux qui nous laissent voir leur visage, les bâtons sont tenus fermement par les miliciens chargés de l'ordre. Bizarrement, le podium au bout de l'allée n'est pas tourné vers l'extérieur mais fait face à un mur, à quelques dizaines de mètres de là, laissant relativement peu de place à plus d'une dizaine de rangées de personnes, sympathisants ou congressistes. L'assemblée semble assez peu nombreuse, mais plusieurs cars arrivent, d'où sortent des jeunes filles voilées, élèves des écoles coraniques environnantes. Les hommes sont assis à droite face au podium, les femmes à gauche, sous des tentes les protégeant du soleil en pleine saison sèche. Sur les côtés, quelques cameramen, et des journalistes qui ont parfois pris place par terre, près des élèves voilées. La presse étrangère est au rendez-vous : après les attentats de Bali et du Marriott, il y a tout juste une semaine, l'opinion publique internationale est à l'écoute. Mais pas pour longtemps : dès le lundi, les quelques journalistes étrangers auront déserté les lieux, excepté un contributeur pour « Le Figaro », de passage, et il n'y a plus que les journalistes indonésiens pour assister aux échanges passionnés qui vont suivre pendant deux journées.

Sur le podium, surélevé d'au moins deux mètres au-dessus du sol, une dizaine de personnalités assises attendent leur tour pour parler. Farid Ma'fud, le premier orateur, adopte un ton pondéré et sobre : certes, nous voulons appliquer la *shari'a*, mais de manière non-violente, par la prédication. Farid, un vieil homme désormais, avait été mis à la tête de l'école de Ngruki après 1985 par le gouvernement de Suharto, inquiet de voir s'y développer un courant politico-religieux trop radical. Trois oulémas-prédicateurs avaient été dans le même temps priés de quitter l'école.

Personnalité bien plus flamboyante, Irfan Awwas est tout spécialement attendu par la presse : bras droit d'Abu Bakar Ba'asyir, il annonce qu'il va lire le texte du discours du chef des Mujahidins, *Amirul Mujahidin*, en prison à Jakarta, qui s'est vu refuser de se rendre au congrès de son organisation. L'assemblée s'en indigne dans un bruit sourd. En préambule, Irfan informe qu'il va donc lire le discours de Ba'asyir, qui a d'ailleurs fait une lettre au Président George Bush pour l'inviter à se convertir à l'islam. Ba'asyir aurait de cette façon planté « la graine de l'islam »

aux USA, et « arrosé le jardin » de l'islam. Le résultat sera peut-être un jour visible, espère Irfan. Le public approuve dans un grand murmure : *Amin* (Amen)!

Le discours de Ba'asyir est long, mais en voici les grandes lignes : il cite le père spirituel du wahhabisme, Ibn Taimiyya (un juriste musulman du XII^{ème} siècle) pour expliquer que la pratique religieuse en islam signifie que « tout musulman doit parler et agir selon la volonté d'Allah, avec une obligation de suivre les règles de la *shari'a* ». Ainsi, la pratique religieuse signifie « l'application de la *shari'a* et des lois d'Allah de manière intégrale (*kaffah*), dans la vie privée, familiale, communautaire, nationale et internationale ». Depuis que le monde est sous la domination des infidèles, poursuit Ba'asyir, les hommes vivent dans le mal, le chaos et la décadence. En Indonésie, des satans-hommes (*syetan manusia*) ont empêché l'application de la loi divine, en premier lieu les colonisateurs européens infidèles, puis leurs cadres « des Indonésiens laïques et croisés (*sabilis*), plus pervers encore que les Européens ». La non-application de la *shari'a* en Indonésie, depuis l'indépendance, est, pour Ba'asyir, une « apostasie collective ».

Ba'asyir fait part à l'audience d'un dialogue qu'il aurait eu avec un expert appelé à témoigner lors de son procès à Jakarta, le 8 juillet dernier, un professeur de droit, un certain Loebby Lukman. Il reproduit ici le dialogue avec le grand professeur, auquel il aurait posé la question : « L'Etat garantit bien la liberté religieuse, n'est-ce pas ? » Une pause, puis il poursuit : « Or, quel est le sens du terme 'pratique religieuse' selon vous, Monsieur le Professeur ? » Et le professeur aurait répondu : « Je ne peux pas répondre, je ne suis pas un spécialiste de la religion ». Et Abu Bakar Ba'asyir aurait alors répondu à sa place : « Eh bien, cela signifie pratiquer en tout geste, en toute parole, de manière intégrale, et de la manière la plus parfaite possible la religion musulmane ». L'assemblée est muette d'attention, le regard rivé sur Irfan, qui poursuit, pour Ba'asyir : « Monsieur le Professeur, est-ce qu'un gouvernement qui ne garantit pas cette liberté religieuse peut être traduit en justice ? » Le Professeur aurait répondu, visiblement piégé : « Je ne peux pas vous répondre ». Dans l'assemblée, rumeurs de désapprobation collective du Professeur de droit, désormais déchu au rang de pseudo-savant.¹

Irfan poursuit : les sécularistes assimilent le jihad à la terreur, mais c'est faux. L'application de la loi islamique est obligatoire en islam, alors « ne vous laissez pas impressionner par les accusations de fondamentalistes et de terroristes ». La foule

¹ Plus tard, un intervenant de Java-Ouest m'expliquera que la pratique religieuse doit viser à la perfection en paroles et en actions : comme à l'école, où les bonnes notes vont à ceux qui font de bons devoirs. Le monde est en quelque sorte une grande école où tout musulman doit atteindre le plus vite possible une pratique intégrale. Un des cinq piliers les moins suivis sont les cinq prières journalières, d'où des appels fréquents, via des publicités télévisées, à la pratique stricte de ces prières.

répond *Allahu akbar* (Dieu est le plus grand) ! Ce sont souvent les Laskars Mujahidins en uniforme qui crient les premiers et l'assemblée les suit. Quant aux non-musulmans, assure Ba'asyir, ils ne doivent pas avoir peur car la situation s'améliorera également pour eux après l'application de la *shari'a*. Ba'asyir fait enfin appel à l'unité des musulmans en faveur d'une application stricte de la *shari'a*, qui doit devenir droit positif, et pour laquelle on doit être prêt à sacrifier ses biens et sa vie, s'il le faut. « Unissons nos pas, luttons pour l'application de la *shari'a* dans notre pays en particulier, et dans les pays de l'*ummah* [communauté des croyants] dans le monde en général. Vivons une vie noble, ou acceptons la mort en martyr. Aux Indonésiens non-musulmans, je dis 'vivons en paix, respectons nos religions, et n'empêchez pas les autres d'appliquer les lois de leur religion' ». Ba'asyir fait enfin appel à toutes les organisations islamiques pour qu'elles soutiennent la formalisation de la loi islamique dans le pays. Sinon, « le fait de trahir Allah et son message amènera votre destruction, mes frères, celle de notre nation et celle de notre pays ».

Ba'asyir s'adresse avant tout aux musulmans indonésiens dits « modérés », voire « libéraux », qui refusent aujourd'hui une intervention de l'Etat en faveur de la *shari'a*, et qui constituent encore la majorité dans le pays. Mais il vise également ceux qui, dans leur vie privée, ne suivent pas tous les rituels religieux de manière « intégrale », également une large majorité. Une source supplémentaire de frustration pour les Mujahidins vient de l'évolution d'une partie de la jeunesse rurale élevée dans les écoles coraniques traditionnelles qui tente, depuis les années 1980, d'élaborer une vision dite substantialiste, donnant priorité aux valeurs, et abandonnant l'interprétation scripturaliste ou le formalisme religieux.

Après Irfan Awwas, Joko Sunarto, un délégué du gouverneur de Java-Centre, prend place à la tribune. Probablement un cadre du Parti séculariste (PDI-P), Joko semble mal à l'aise dans ce milieu religieux conservateur. Après un discours très plat (certes, à une semaine de l'attentat du Marriott, que dire aux Mujahidins ?), il lance au micro un « Vive le *Pancasila* ! », le mot d'ordre des sécularistes, une référence à l'idéologie nationale pluraliste qui a été choisie plutôt que la *shari'a* en 1945, un geste bien audacieux face à une telle assemblée. Mais conscient déjà de sa témérité, il enchaîne avec un *Allahu Akbar* qui semble avoir pour but d'atténuer la référence précédente au *Pancasila*. Mais Joko a écorché sa formule de salut en arabe, si bien que l'audience s'est laissée aller à un murmure méprisant. Notre homme s'est trahi : il n'avait visiblement jamais usé ses pantalons sur les bancs des écoles coraniques. Les orateurs veilleront ensuite à appeler les auditeurs à ne pas voter pour « le parti anti-islam ». En aparté, les jeunes filles voilées m'expliqueront qu'il s'agissait du PDI-P de Megawati.

Autre orateur, Ustad Ismail Jusanto, représentant du Hizb-ut Tahrir à Jakarta, est plus charismatique. Avec sa chemise blanche, le *peci* ou toque traditionnelle en velours noir sur la tête, et un costume gris foncé, Jusanto dégage une image d'homme moderne et éduqué. Son discours est truffé de faits et de statistiques pour prouver « qu'on ne peut plus continuer à vivre sans la *shari'a* ». Selon la Banque Mondiale, dit-il, « 100 millions d'Indonésiens, soit 60% de la population, vivent sous le seuil de pauvreté ». Pause. « Et ces pauvres, ce sont bien nos frères, des musulmans ! Et les diplômés qui ne trouvent pas de travail ? Ce sont encore nos frères musulmans ! A Java central, la criminalité a augmenté de 1000%, qui sont les victimes ? Ce sont les musulmans. A Java-Centre encore, depuis la crise, les divorces ont augmenté de 400%, le nombre de personnes internées dans les hôpitaux psychiatriques de 300%, les gens perdent la tête ! Le nombre de suicides est multiplié par 60 ! » Les femmes un peu âgées soupirent d'épouvante. Ismail poursuit : « Et les économistes nous disent que ce sont les fondamentaux de l'économie qui sont mauvais, que la dette extérieure est trop lourde, mais pourtant la crise continue ! On vous dit que c'est à cause des changements de régime que rien ne va. Et on vous demande de changer à nouveau de régime ! Mais non, ce sont les hommes qui sont responsables, c'est le vice, le péché, car nous n'avons pas suivi la *shari'a* d'Allah ! »

Ismail Jusanto évoque ensuite un argument souvent lu dans la presse islamiste : « On dit que la loi islamique est cruelle. C'est faux ! Sans la loi islamique, ceux qui sont coupables sont perdants car ils le paieront dans l'au-delà. Sans la loi islamique, ils ratent l'occasion d'expié leur péché en ce monde, alors que la punition lors du Jugement dernier sera bien pire. » Qui peut dès lors sauver l'Indonésie ? « Nous faisons appel aux membres de l'Assemblée (pour qu'ils oeuvrent pour l'application de la *shari'a* par l'Etat) : s'ils sont musulmans, ils iront au paradis. Nous faisons appel à la police pour qu'elle dirige ses armes contre ceux qui sont contre la *shari'a* et nous invitons les journalistes à promouvoir la *shari'a* dans la vie communautaire et la vie de l'Etat. »

Jusanto a touché le moral de l'assemblée. Son discours mériterait qu'on se pose de sérieuses questions. En fait, l'Indonésie va certes mal, mais, selon la Banque Mondiale, seulement 13 à 15% d'Indonésiens vivaient sous le seuil de pauvreté en 2002, le chiffre de 60% étant celui de 1970. La criminalité aurait certes augmenté depuis 1998, mais seulement de 12% et ceci dans les grandes villes. Enfin, les ministres de l'économie semblent plutôt satisfaits de la reprise, même s'ils sont inquiets de constater que les investisseurs étrangers semblent encore préférer les pays voisins, tels le Vietnam ou la Chine, pays plus stables et moins dangereux.

Mahendra Datta, l'avocat de Ba'asyir, prend la parole. Son ton est nettement plus léger,

il a de remarquables dons d'orateur dont il use et abuse. Datta demande à son auditoire, du haut du podium : « Suis-je actuellement entouré de musulmans ? » Réponse générale : « OUUUUI ! » « Et comment appelle-t-on une communauté de musulmans ? » Aidant quelque peu l'auditoire, il prononce lentement : « J E M A A H I S L A M I Y A H ! » Un cri « *Allahu Akbar!* » retentit, suivi d'applaudissements. Datta vient de défaire habilement l'accusation de lien entre l'Assemblée des Mujahidins (MMI) et la Jemaah Islamiyah, dont il implique ainsi qu'elle n'existe pas. L'orateur joue sur l'ambiguïté du terme qui veut dire en effet « communauté islamique ». Datta affiche un sourire de vainqueur : « Oui, nous représentons donc la Jemaah Islamiyah. Et dites-le partout. » Et il ajoute : « Mais une communauté islamique de quelle sorte ? Ceux qui posent des bombes, ce sont des terroristes, ce n'est pas la Jemaah Islamiyah. Les gens de Bali [Amrozi et Samudra] disent : 'Nous faisons partie de la Jemaah Islamiyah'. Mais lorsqu'on leur demande : 'qui est la Jemaah Islamiyah ?' ils ne savent pas répondre. On fait de Ba'asyir l'*Amir* de la Jemaah Islamiyah. Cette appellation est apparue aux Etats-Unis et à Singapour. Et comme preuve de l'existence de la Jemaah Islamiyah, on a placé des bombes à Bali. »

Ce discours de Datta n'est pas nouveau, c'est celui de la défense des nombreux avocats de Ba'asyir à Jakarta, et d'une certaine partie de la presse indonésienne. Il a été plutôt efficace puisque Ba'asyir a été condamné à quatre ans de prison, et que sa peine a été réduite ensuite à trois ans. Datta défend enfin l'islam scripturaliste et accuse les musulmans non-pratiquants d'être des « Musulmans Mais » (*Muslim tetapi*) [je suis musulman *mais* je ne fais pas les cinq prières, etc]. Il les accuse enfin d'être trop dociles envers leurs dirigeants et de ne pas rejeter la dette indonésienne.

Avocat de Ba'asyir avant tout, Datta s'exclame : « On a dit que, pour [les bombes de] Bali, Ba'asyir avait donné son accord oral. Certes, il n'était alors pas en prison. Mais pour le Marriott ? Il l'aurait donc fait par télépathie ? » Un bon mot : l'audience est convaincue davantage encore de l'innocence de Ba'asyir. (Un journaliste glisse : nul besoin de télépathie, il a bien accès à son téléphone portable depuis la prison puisqu'il vient d'appeler les congressistes). Avocat formé aux Etats-Unis, Datta poursuit sur sa lancée : « Vous les femmes, c'est vous qui souffrez et vos enfants également [des arrestations des maris ?]. Votez pour un parti musulman ! » Et Datta de montrer l'exemple, en lisant un message de Ba'asyir adressé à sa femme, depuis sa prison : « A ma femme, je demande, si l'Etat ne me fait pas justice et me fait du mal, si la Cour suprême confirme le verdict, qu'elle éduque mes enfants pour qu'ils luttent pour l'application intégrale de la *shari'a*. Ils doivent y consacrer leurs biens et leur âme ».

Ensuite, Ustad Luthfi Bashori, un religieux, directeur d'une école coranique à Java-Est, salue l'audience, toujours attentive sous les tentes, alors que le soleil brûlant commence à gêner les premières rangées d'auditeurs assis par terre en tailleur : « *Assalamu'alaikum* » (Salut à vous musulmans) ! s'exclame Bashori qui ajoute « *Assamu alaika'* », ce qui signifie, traduit-il explicitement en indonésien « du poison (*racun*) pour les autres, vous non-musulmans ! ». Les journalistes locaux, chrétiens ou hindous, s'il y en a, auront compris, mais le message a sans doute échappé aux quelques Occidentaux présents. Ce salut peu aimable ne fait réagir personne, sinon ma voisine, une jeune élève de Ngruki, voilée de noir. Elle se tourne vers moi, se voulant rassurante : « Ce n'est pas comme cela l'islam ! » Elle m'avait suggéré quelques instants auparavant de « vite » me convertir à l'islam, puis avait posé une question avec un regard très intense : « Les Américains sont-ils des terroristes ? » D'une voix ferme, elle avait répondu directement à sa propre question : « Moi je sais ! Il n'y a aucun doute, ils le sont ».

Luthfi Bashori a tenu un fier discours comparant l'accusation contre Ba'asyir à celle dont fut victime le prophète Yusuf (Joseph), fils préféré de Jacob, qui, selon le Coran, fut accusé à tort d'avoir séduit Siti Zulaïkha.² Puis, tout comme les autres orateurs avant lui, Luthfi Bashori défend « l'islam que l'on dépeint à tort comme étant superficiel ». Or, ajoute Luthfi, « la *shari'a* touche tous les domaines de la vie, jusqu'au sourire. Et sourire, c'est aussi suivre la *shari'a* ». Le religieux accuse les dirigeants de l'Indonésie d'avoir été de mauvais musulmans : Soekarno, Suharto, Habibie, Abdurrahman Wahid et Megawati, tous des présidents « islam-KTP » [l'islam est bien mentionné sur leur carte d'identité ou KTP, mais ils ne pratiquent pas ou pas suffisamment].

Le *tabligh akbar* se termine vers midi, et chacun rentre se reposer avant les premières sessions de travail du congrès qui débutent le soir, à 20 km du stade de Solo, à Boyolali, dans un complexe de logements pour les pèlerins en partance vers la Mecque.

Il est 19h lorsque nous arrivons devant la grille d'entrée du complexe, à Boyolali, où une bonne dizaine de Mujahidins montent la garde en uniforme et pour une bonne partie d'entre eux le visage masqué par une chèche, armés de bâtons. A l'intérieur, de jeunes responsables très polis nous interdisent d'abord d'accéder à la salle de réunion du congrès, puis un homme plus âgé débloque la situation : « Ce sont des journalistes, ils n'écriront rien de mal, n'est-ce pas ? » Son regard se porte vers nous, interrogateur. Il poursuit : « De toute façon, les agents des services secrets d'ici sont déjà partout, il n'y a donc aucun secret pour personne ». Lui

² M., une jeune enseignante en religion, militante de l'organisation traditionaliste modérée Nahdlatul Ulama, venue observer le congrès, me dira qu'elle fut choquée par cette comparaison, car, pour elle, Yusuf était véritablement innocent, alors que rien n'était encore certain dans le cas de Ba'asyir.

adressant un sourire, nous nous dirigeons vers le bâtiment où se retrouvent tous les délégués, qui entrent un à un sous un portail de détection. Voir les congressistes Mujahidins passer sous ce portail est un spectacle assez surprenant.

Dans la grande salle du congrès, pouvant contenir environ 500 participants (800, selon le comité d'organisation), un écran géant a été posté près de la tribune, et l'on peut également voir les intervenants sur les caméras des techniciens près de l'entrée. Le programme a annoncé un certain nombre de personnalités mais elles ne sont pas toutes là, y compris le président actuel de la Cour Suprême, Prof. Dr. Bagir Manan, et le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Prof. Dr. Yusril Ihza Mahendra. Leurs noms ont-ils été inscrits là sans qu'ils soient prévenus, pratique courante, ou bien l'attentat du Marriott aurait-il eu un effet dissuasif?

C'est néanmoins un invité de marque qui ouvre la séance sur le droit islamique : un professeur de droit de la grande université nationale, *Universitas Indonesia*. Il parle sur le thème : « L'application de la *shari'a* dans le système de l'Etat ». Tahir Azhari fait ainsi l'éloge du droit islamique : même le code Napoléon aurait emprunté à l'islam quelques principes, et notamment au juriste Abu Hanifah. Tahir retrace longuement l'historique de la *shari'a*, depuis l'indépendance de l'Indonésie en 1945, puis il note le silence de Suharto sur le sujet. Certes, pour la pratique religieuse, l'aide de l'Etat n'est pas nécessaire, commente-t-il, mais il n'en va pas de même pour le code pénal. Il se plaint que « de nombreux dirigeants musulmans font obstacle à l'application de la *shari'a* ». C'est le cas d'ailleurs dans de nombreux pays, ajoute-t-il, sauf au Soudan et en Indonésie, où, Dieu merci (*alhamdulillah*) la province Aceh au Nord de Sumatra l'applique déjà. Le problème, ajoute le professeur de droit, est que les leaders musulmans eux-mêmes la refusent en Indonésie.

Le second intervenant, Mohammad Thalib, est un militant actif, excellent orateur qui, il y a quelques années, avait mené un véritable procès contre le bureau central de la grande organisation islamique réformatrice Muhammadiyah, et notamment son penseur libéral Amin Abdullah, recteur de l'Institut Supérieur d'Etudes islamiques (IAIN) de Yogyakarta. Thalib est un homme d'âge moyen, d'origine arabe, plutôt de petite taille, une barbe bien dessinée, fine, sur le bord de la mâchoire. Pour lui, la *shari'a* est un « ordre » (*perintah*) et ne représente pas uniquement des valeurs (*nilai*) à appliquer. C'est en plus un droit fondamental (*hak azasi*) dont le principe est la justice. Or la justice est un ordre de Dieu. Il se plaint : « Si les laïques ont le droit de se battre pour le droit non-religieux, pourquoi nous, les musulmans, n'aurions nous pas le droit de le faire pour la *shari'a* ? »

C'est au tour des participants de poser des questions : ils lèvent le doigt, se dirigent vers le micro, les questions affluent, elles sont notées par le modérateur. « Comment pourrions-nous

obtenir le pouvoir de manière efficace en Indonésie ? » « Sommes-nous capables de promouvoir la *shari'a* ? » « Sommes-nous prêts face au Golkar [parti de cadres hérité du régime Suharto] et au PDI-P [parti séculariste de Megawati] qui dominent le Parlement car nous devons faire gagner les partis islamiques (*partai Islam*) ? » Une question de Java-Est va tout particulièrement faire réagir l'assemblée : « Ailleurs, la démocratie n'est pas parvenue à donner une place à la *shari'a*. Après le cas de l'Algérie où le FIS a remporté les élections puis a été empêché par l'armée de prendre le pouvoir, devons-nous persister à prendre le chemin constitutionnel ? » Des applaudissements retentissent dans la salle. Le même délégué continue : « Regardez Zia ul Haq au Pakistan, il a promu la *shari'a* et puis il est tombé et c'est Bhutto qui a repris le pouvoir. Alors, quel modèle pouvons-nous espérer ? Il faut faire la guerre (*perang*) pour installer la *shari'a* tout comme le Prophète l'a faite en son temps ». Des applaudissements et des cris d'approbation résonnent dans la salle. Sur le podium, certains dirigeants tentent de calmer les Mujahidins, l'ordre est maintenu avec peine, les tensions sont évidentes. La tentation de la violence semble plus grande qu'il n'y paraît.

Un homme barbu en robe blanche, assez courte, prend le micro : il s'oppose à la violence, et déclare que la bataille pour la *shari'a* ne peut se mener que de manière « intellectuelle » (*angkat intelektualitas*). Il faut, dit-il, que chaque musulman vote pour un des partis musulmans, pour le *Partai Islam Indonesia* ou pour le *Partai Ummat Islam*. L'assemblée se calme.

Un autre délégué régional prend la parole et adresse une question à Mohamad Thalib : « Dans le Coran, il n'existe pas de terme '*daulah*' (Etat islamique), alors que faut-il en penser ? » Moh. Thalib, imperturbable, répond que « Etat » est un terme occidental, qu'il est normal qu'il ne soit pas connu en islam et qu'il est inutile de chercher un terme occidental dans le Coran. Et il poursuit : « Cela me met en colère lorsque je vois les membres de la Majelis Mujahidin ne pas utiliser leur raison (*akal*) ». Et d'ajouter : « Certes, le terme *daulah* n'est pas dans le Coran, et alors ? Le Coran ne dit pas non plus qu'il faut construire une maison pour sa femme, or on le fait bien. Ainsi, il faut aussi construire un Etat islamique, même si le Coran ne parle pas de *daulah* » .

Un dernier délégué élèvera la voix pour demander : « Quand le Conseil national des Oulémas (*Majelis Ulama Indonesia*) rappellera-t-il au gouvernement que les musulmans doivent être jugés selon la *shari'a*? ».

L'heure a tourné, et la deuxième session doit débiter, sur le thème : « Les alliances stratégiques et l'unification de l'*ummat* pour l'application de la *shari'a* ». L'intervenant, cette fois, n'est autre que Deliar Noer, professeur respecté, diplômé en Australie, que l'on peut considérer

ici comme le représentant de l'ancien parti musulman moderniste Masyumi, interdit par Soekarno en 1960. Noer a vieilli, le style de cet universitaire n'a rien à voir avec celui de Thalib, le « provocateur » comme il se qualifie lui-même. En l'an 2000, l'Indonésie était étonnée de voir Deliar Noer s'associer au congrès des Mujahidins, elle le sera encore davantage aujourd'hui. Noer se félicite du fait que la *shari'a* soit désormais légale dans la province d'Aceh, mais il déplore que la population soit mal informée sur son application. Il évoque sa visite au vice-président Hamzah Haz, en compagnie d'Abu Bakar Ba'asyir, pour lui demander son intervention pour une socialisation de la loi. Il pense que ses compatriotes achihaïns ne sont pas au courant de la nouvelle loi et de son application.

Deliar Noer est accompagné, sur le podium, d'un des hommes les plus influents de l'islam dit scripturaliste ou intégral : Hussein Umar, chef de la grande organisation de prédication nationale, le *Dewan Dakwah Islamiyah Indonesia* (Conseil de Prédication Musulmane d'Indonésie). Tout comme Noer, Hussein prêche la voie démocratique pour parvenir à l'application de la *shari'a* aux musulmans d'Indonésie. Pour Umar, l'ancien Président Habibie a enfin « ouvert la voie » à la loi islamique, en supprimant les décrets de l'Assemblée nationale (MPR) et les lois « qui blessaient très fortement les musulmans », telles la loi sur l'idéologie unique et la loi sur les partis politiques. Désormais, dit-il, « nous bénéficions d'une atmosphère propice » et il faut promouvoir la *shari'a* « à la manière Mujahidin, en commençant par les petites mosquées (*musholla*) ».

La patience est aussi le mot d'ordre de Fuad Amsyari, désormais un vieil homme. De sa voie fluette, il cite l'exemple de la Malaisie, où l'Etat du Kelantan a mis 30 ans pour appliquer la *shari'a*, suivi ensuite par les Etats de Trengganu et de Perlis. « Car l'Etat Islamique, explique-t-il, n'est autre qu'un Etat dans lequel la *shari'a* est appliquée ».

Le lendemain matin, lundi 11 août, est consacré à la place de l'éducation, dont le fondement devrait être, là encore, la *shari'a*. Assis à mes côtés, un jeune Mujahidin, au visage découvert, chargé de l'organisation du congrès, me lance quelques mots en français : « je suis heureux de vous rencontrer », il le répète 3 fois jusqu'à ce que je comprenne. Grand, visiblement plus éduqué que les autres, il porte d'imposantes lunettes de myope et des cheveux longs. Il a fait ses classes primaires et de collège dans une école Muhammadiyah (musulman moderniste), qu'il qualifie de « presque laïque », puis il a fréquenté un lycée public, qu'il a quitté avant le bac. Il est ensuite allé étudier l'anglais un an à Bali, grâce à une bourse australienne, ce qui lui a permis d'enseigner l'anglais dans une école primaire islamique à Jakarta. Il y gagnait 300 000 rupiah (30 euros) par mois, trop peu, tandis que les autres professeurs qui venaient de l'école normale des instituteurs (IKIP) y étaient « arrogants ». Il a ensuite rejoint

l'Assemblée des Mujahidins (MMI) au bout d'un an et vend aujourd'hui des CD religieux sur les marchés de Tanah Abang à Jakarta. « Et la MMI vous paie aussi? ». « Ah non, c'est volontaire, pour la cause », s'écrie-t-il ! Aux élections législatives de 2004, il va probablement voter blanc. Même le Parti de la justice prospère (*Partai Keadilan Sejahtera*), d'inspiration « Frères Musulmans », ne lui semble pas digne de confiance. Je poursuis : « Et Amrozi et ses compagnons, trouvez-vous qu'ils ont eu raison de poser des bombes à Bali ? ». Il répond sur la défensive : « Je ne peux juger de ce qu'ils ont fait, ils ont sans doute leurs raisons ». La ligne de séparation idéologique entre les poseurs de bombe et bien des Mujahidins est mince : c'est celle de leur non-condamnation. Je continue : « Les Mujahidins formés en Afghanistan, comme Amrozi, Imam Samudra, Ali Gufron, inculpés des attentats de Bali, sont-ils les plus durs ? ». Le Mujahidin, qui n'a jamais quitté le sol indonésien, répond évasivement : « Oui peut-être ». Mais aujourd'hui, au congrès, la préoccupation des Mujahidins paraît avant tout d'ordre intérieur : l'application de la *shari'a* à tout prix. Je poursuis : « Et si les musulmans indonésiens ne veulent pas appliquer la *shari'a*, que voulez-vous faire ? » « Tant pis, on les y amènera peu à peu », répond calmement le jeune homme, sans hésitation.

Dehors, près du panneau où sont exposées les photos des congressistes, un gardien, derrière un pilier, observe les exercices militaires d'une vingtaine de miliciens qui s'activent à 50 mètres de là, en plein soleil. Ils se mettent en rang, puis au pas, puis au repos, remarchent, dans un spectacle permanent. A mes côtés, un Mujahidin porte une casquette où est brodé le mot « Yoslam ». Il m'explique que c'est le nom d'une marque de bonbons, car ils ont récupéré ces casquettes publicitaires auxquelles ils ont rajouté, cousues sous la visière, des petites poches où ils glissent leur radio et un micro. Cela fait très pro, mais sans pour autant avoir coûté cher, peut-être 75 000 rupiah (7,5 euros) pas plus. Fier de cet objet sophistiqué, il ajoute que l'on doit ceci à l'ingéniosité des Mujahidins qui font beaucoup de choses avec peu de moyens. Certes, la portée de la radio n'atteint que 200 mètres, mais c'est suffisant pour travailler dans l'enceinte du complexe. L'homme vient de Sragen, près de Solo. Selon lui, toutes les régions (*kabupaten*) d'Indonésie auraient des groupes de Mujahidins et ils représenteraient dans l'ensemble de l'Indonésie « près du tiers de la population » ! Il en parle comme d'une gigantesque organisation, à laquelle chacun participerait pour le bien de l'ordre public. Il n'y voit rien de mal : auparavant, on faisait partie des rondes de nuit pour la sécurité du village, aujourd'hui on fait partie des Mujahidins. Cette banalisation des Mujahidins dans l'imaginaire populaire est tout à fait surprenante. Cet homme d'une cinquantaine d'années semble très respectable : il travaille dans une petite entreprise de fabrication de meubles en bois pour

l'exportation. Il a été amené ici par sa fille qu'il a placée pour ses études dans une école coranique.

Tout près, Irfan Awwas, le bras droit d'Abu Bakar Ba'asyir, est interviewé par une journaliste indonésienne voilée : la MMI a décidé de changer de stratégie, explique-t-il. « Désormais, nous agissons par les femmes pour promouvoir la *shari'a*. Sans les femmes, nous n'arriverons à rien ». M., militante féministe du Nahdlatul Ulama, petite fille d'ouléma, est allée écouter les débats du côté des femmes, mais celles-ci ont fini par lui interdire l'accès aux discussions. Sa longue robe à fleurs rouges et son voile de couleur, qu'elle a pourtant bien serré sous le menton, ne satisfaisaient sans doute pas à la règle d'uniformité des femmes, voilées de blanc ou de noir. Elle a cependant pu entendre Moh. Thalib déclarer à l'assemblée des femmes qu'il était interdit (*haram*) aux femmes de faire de la politique, ce à quoi les femmes militantes de la MMI ont répondu : « Si vous nous interdisez la politique, comment voulez-vous que nous œuvrions pour la *shari'a*? ». Et l'une des intervenantes a affirmé clairement, contre l'avis de Thalib : « Il n'y a pas d'interdiction faite aux femmes de faire de la politique, cela fait partie du *jihad* ».

Le discours des dirigeants Mujahidins se veut rassurant, toujours, mais n'est-ce pas justement parce qu'il inquiète tout le monde ? Cette journée du lundi approche de sa fin avec la nette impression que les Mujahidins sont dans une impasse : la démocratie nous est-elle vraiment favorable ? Même si Hussein Umar met l'accent sur l'opportunité démocratique qu'ils doivent saisir, le chemin vers la *shari'a* est encore long, et l'impatience des délégués s'est bien faite sentir. Hussein Umar s'est d'ailleurs plaint très franchement du manque de courtoisie dans les échanges de la journée.

Lundi soir, le thème annoncé des interventions est particulièrement intéressant : « L'attitude de l'armée et de la police face à la formalisation de la *shari'a* et son lien avec la loi anti-terroriste ». Le programme a annoncé des intervenants de poids : le général Da'i Bachtiar, le chef de la police, le général Wiranto (en retraite, mais qui a des ambitions politiques), le général en retraite Z.A. Maulani, et Din Syamsudin, un des directeurs de la Muhammadiyah et secrétaire général du Conseil des Oulémas d'Indonésie (MUI). Mais aucun d'eux n'est venu, excepté le général Z.A. Maulani.

Le premier orateur, Herman Ibrahim, un colonel en retraite, tient un discours plus enflammé encore que celui de Thalib, et n'est pas tendre à l'égard de l'armée. « Ah, les forces spéciales de l'armée indonésienne (Kopassus), on les condamne à trois ans de prison [cela vient d'être le cas pour les violences de 1999 au Timor Oriental] et ils gémissent. Mais regardez Amrozi, il a été condamné à mort, et avec un sourire, il s'est retourné et a fait un signe [de

victoire] avec ses pouces ». Herman évoque le geste d'Amrozi à l'annonce de sa peine de mort, un geste passé sur les télévisions du monde entier. Son admiration pour le jeune condamné à mort semble sans faille. L'audience résonne dans un écho d'approbation face à « l'héroïsme » d'Amrozi. Dans une atmosphère électrique, Herman parle de l'islam « marginalisé » (*dipojok*) et de l'actuel ministre de la défense, A. Matori, qu'il qualifie de « général-caporal », se moquant de ce civil, issu de l'organisation islamique traditionaliste Nahdlatul Ulama et proche de Megawati. Le colonel Herman poursuit en haussant le ton : « J'ai rencontré un général qui avait quatre étoiles, et je lui ai demandé 'Où avez-vous eu vos étoiles ?' Et il m'a dit : 'Au cours des combats à Aceh, à Ambon et au Timor Oriental'. Et j'ai rencontré un *laskar* et lui ai demandé 'Où avez-vous eu votre expérience de la guerre', et il m'a répondu 'En Afghanistan'. » Des « *Allahu akbar* » retentissent, comme pour confirmer que le général ne vaut pas le *laskar*.

Certaines questions posées par les délégués à ce colonel en retraite ne sont pourtant pas toutes très agréables à entendre. Une personne demande quand l'armée va demander « pardon pour avoir massacré les musulmans, car autrement, elle ira en enfer », et de s'appuyer sur une citation du Coran. Un grand murmure de réprobation retentit, car visiblement, cette question manquait de courtoisie envers un colonel converti à la cause des Mujahidins.

A côté de Herman Ibrahim, à la tribune, le respecté Deliar Noer écoute calmement, l'air un peu renfrogné, son voisin singulier dans le paysage politique indonésien. Herman se dit pessimiste pour l'avenir : « Peut-être que bientôt on ne pourra pas continuer comme maintenant », il faut « s'entraîner de mieux en mieux », il est prêt à aider les Mujahidins, « mais il faut veiller à ne pas enfreindre le droit ». Puis, il fait une référence aux victimes des bombes de Bali et du Marriott : « Ce n'est pas grand-chose comparé aux victimes de la drogue et des vendeurs de drogue soutenus par les forces de l'ordre ». Mouvement d'approbation dans la salle, et Herman de commenter, amer : « Notre système juridique n'est pas du côté de ceux qui font le bien ».

L'intervention du général en retraite Z.A. Maulani, ancien chef des Services Secrets (BAKIN) sous le Président B. J. Habibie (1998-1999), est très attendue. Une barbe blanche, un *peci* noir sur ses cheveux gris, lui donnent des airs d'Agus Salim, grande figure nationaliste. Maulani commence son intervention par un « cours d'histoire » sur l'hégémonie occidentale. « La période d'or de l'islam est la période de l'obscurantisme en Europe. Pendant plus de 700 ans, période où le monde musulman et les musulmans ont dominé le monde, de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique, [l'islam] a été le phare de la civilisation qui a éclairé le monde avec la science ». Il fait débiter la fin de la domination musulmane sur le monde avec le débarquement de Napoléon en Egypte, en 1798, suivie par la suppression du Califat en 1923,

due à l'intervention de Kemal Atatürk, « un franc-maçon de mère juive ». Il s'étend longuement sur l'histoire de « la collusion et la conspiration occidentale avec le sionisme et Israël ». Puis il nomme les membres du cabinet Bush qui auraient, selon lui, une « double nationalité, israélienne et américaine ». Enfin, la Constitution de l'Europe est critiquée pour ses uniques références à l'héritage démocratique grec et romain, alors que « la réalité historique prouve que l'Empire grec et l'Empire romain se sont effondrés lorsqu'ils se sont trouvés face au système politique de l'islam qui leur fut supérieur ». « Car c'est la civilisation islamique qui a brandi les étendards du progrès et a amené l'humanité à un développement jamais atteint jusqu'alors », explique-t-il..

Le général Maulani ne croit pas à la démocratie. C'est un système qui ne fonctionne pas hors de l'Occident, et qui n'a jamais réussi à supprimer la corruption. En réalité, elle ne fonctionne plus en Occident, affirme-t-il, car ce sont « certains intérêts financiers » et les « organisations sionistes » qui gèrent les affaires. L'Occident accuse l'islam et son non-respect des droits de l'homme d'être à la source du « radicalisme islamique », que l'on transforme ensuite en un « terrorisme islamique ». Pourtant, continue le général, les faits montrent tout le contraire : « Les musulmans n'ont jamais été impliqués dans les bains de sang qui n'ont pas cessé durant l'histoire des conflits de l'humanité depuis 2000 ans ». L'islam, c'est la tolérance, prouvée par la charte de Médine, alors que la prise de Jérusalem par les croisés en 1099 fut un bain de sang, et Maulani de citer ici l'*Encyclopaedia Britannica*. Enfin, les attentats du 11 septembre 2001 ne seraient que « l'apogée des efforts de l'Occident pour conquérir le monde musulman ».

Assis près du général Z.A. Maulani, un chercheur du Centre National de la Recherche Indonésienne (LIPI) prend la parole : Reza Sihbudi est aujourd'hui cité dans de nombreux journaux comme le spécialiste du Moyen-Orient. Ce lundi soir, devant les Mujahidins en congrès, Reza rejoint le discours de Maulani et commente la couverture médiatique des attentats du Marriott. Le quotidien *Koran Tempo* titrait hier sur l'identité de la bombe humaine du Marriott (dont on a retrouvé la tête sectionnée au 4^e ou 5^e étage de l'hôtel) : « Amar est un ancien élève de Ngruki », l'école coranique dirigée par Abu Bakar Ba'asyir à Solo. Reza juge un tel titre tendancieux, qui prouverait que « les musulmans sont dressés les uns contre les autres au niveau national et international ». Pour Reza également, la démocratie ne serait qu'un mythe, car « les Etats-Unis pratiquent la discrimination, contre les Indiens, contre les Noirs et autres ». Il poursuit : « Pourquoi nous sentons-nous inférieurs face à l'Occident ? Parce que les ordinateurs sont des produits occidentaux ? Mais qui a inventé les chiffres ? Et l'algèbre ? » Il

propose aux congressistes la mise en place de médias musulmans pour faire face aux médias « sionistes ».

Les délégués posent des questions : « Comment faire pour contrer l'Occident ? » Les intervenants proposent d'empêcher les enfants de s'habituer aux produits américains. On fait appel au boycott de certains produits fabriqués ici par des entreprises dont on pense qu'elles appartiennent « à des juifs ». Puis une question est posée par un délégué dans la salle : « Puisque la démocratie est une source de destruction, pourquoi ne pas la proclamer interdite (*haram*) pour les musulmans ? » Maulani répond avec prudence : « Je remets la décision entre les mains des oulémas car la démocratie peut avoir des bienfaits. » Certes, comme Hussein Umar l'a bien souligné ce matin, la démocratie est un nouveau véhicule qu'il s'agit d'utiliser à bon escient plutôt que de faire usage de la violence. Un autre délégué s'avance vers le micro : « Comment faire pour identifier les mouvements juifs ? » La réponse est difficile car « ils s'infiltrèrent partout ». Les intervenants à la tribune les voient dans la franc-maçonnerie, « qui a créé le protestantisme ». Plus prêt d'ici, il faut se méfier du javanisme (mysticisme) qui s'infiltré parmi les intellectuels indonésiens, éduqués au Canada (Université McGill) et aux USA (Université de l'Ohio), « admirateurs des orientalistes ». Et il faut se méfier désormais des réseaux de l'islam libéral (JIL), un cercle de jeunes intellectuels musulmans qui citent « les œuvres sur les civilisations anciennes, jamais le Coran ».

La session se conclut sur une note négative : les musulmans d'Indonésie sont face à un processus permanent de destruction de l'*ummat*, ils ne résistent pas car ils sont « faibles » face à l'Occident qui « leur fait du mal » (*menzhalimi*).

Nous quittons le congrès avant la fin de la session, vers 22h 30, quelque peu abasourdis par cette version Mujahidin de l'histoire du monde. Rien de nouveau, car cette vision est celle véhiculée par la revue *Sabili*, qui a fait une entrée fulgurante sur le marché indonésien après la chute de Suharto. Selon une analyse marketing de AC Nielsen, en l'an 2000, *Sabili* était devenu le 2ème magazine le plus lu dans la capitale.³ Rien de nouveau donc, sinon que ce discours, cette fois celui d'un général en retraite, a été présenté devant plusieurs centaines de militants qui feront passer cette vision manichéenne de l'histoire mondiale à travers l'Indonésie.

Un mois après le congrès des Mujahidins, en septembre 2003, le livre très controversé de Thierry Meyssan sur les attentats du 11 septembre 2001 était publié en Indonésien.

³ L'enquête a été faite en l'an 2000 par AC Nielsen Media Measurement Services. *Sabili* publiait à 100 000 exemplaires, mais était lu par 436 000 personnes dans la région de Jakarta. Seul le magazine féminin *Gadis* le surpassait, et, en 3^e position, l'hebdomadaire d'actualité *Gatra*, avait 261 000 lecteurs. Voir également *Sabili*, 18 October 2000, p. 88.

Le congrès s'est terminé le mardi soir avec plusieurs résolutions, dont celle-ci : « Les musulmans qui rejettent la *shari'a* dans les institutions de l'Etat et acceptent la séparation de la religion et de l'Etat sont des *kufur i'tiqadi* – littéralement infidèles (*kuffâr*) dans leur foi' (*i'tiqâdî*) – ou apostats (*murtad*) » (*Tempo*, 24/08/03, p.102). Abu Bakar Ba'asyir a été réélu *Amirul Mujahidin* (chef des Mujahidins) pour la période 2003-2008.

M., la jeune militante féministe du Nahdlatul Ulama, petite-fille d'un ouléma local, rentrée le mardi matin dans sa petite ville de Java-Centre, s'est dite « choquée (*kaget*) de la cohésion et l'assurance » des Mujahidins . Elle s'était sentie étrangère (*asing*) à leur islam (*lingkungan islam mereka*). Ceci serait « inquiétant pour l'avenir de l'islam indonésien (*mencemaskan buat Islam Indonesia ke depan*) ».

Le pari des Mujahidins « légalistes » sur la démocratie se révélera-il être le bon ? Les élections législatives et présidentielles de 2004 donneront un début de réponse. Certes, le pays demeure en majeure partie celui de l'islam modéré, et les partis islamiques conservateurs n'ont récolté que 16 % des voix aux dernières élections en 1999. Depuis lors, néanmoins, une partie de leur discours est repris dans la presse, ils possèdent des appuis dans certains ministères, et la nouvelle autonomie régionale leur offre, dans certaines localités, la possibilité de pousser à l'application partielle de la loi islamique. En 2004, la rhétorique islamiste pourrait séduire certains : cinq années de réforme politique n'ont pas réussi à enrayer la corruption et, après la guerre en Iraq, l'anti-américanisme est à son paroxysme (selon un rapport du gouvernement américain distribué en octobre 2003, seuls 15% des Indonésiens avaient une opinion positive des Etats-Unis contre 61% début 2002). Enfin, le modèle de rigueur morale des partis islamistes, tel le PKS, présente une alternative plus crédible aujourd'hui qu'aux dernières élections. Ces partis et organisations resteront sans doute, pour le moment, des minorités agissantes, mais ils le disent eux-mêmes : leurs objectifs se situent sur le moyen et le long terme.